

<https://ricochets.cc/FULL-METAL-YELLOW-JACKET-Alessi-Dell-Umbria.html>



# « FULL METAL YELLOW JACKET » - Alèssi Dell'Umbria

- Les Articles -

Date de mise en ligne : vendredi 25 janvier 2019

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

*Un territoire inconnu bien que familier vient de prendre une existence politique. Les gilets jaunes ont en effet investi un espace périphérique fait de non-lieux, ronds-points, péages d'autoroute, parkings de centre commerciaux, sur ces axes de circulation qui organisent et distribuent les fonctions atomisées auxquelles sont assignés les néo-urbains. Cet environnement quotidien de millions de gens voués aux embouteillages du petit matin et de la fin d'après-midi semblait avoir neutralisé toute possibilité d'événement. Les statistiques disent que la moitié de la population française réside dans cette périphérie. Mais tous ces gens restaient désespérément invisibles... il leur a fallu enfiler un gilet jaune pour exister, comme d'autres ont du enfiler un passe-montagne ou un k-way noir... Le fait que le comité Adama Traoré ait très vite appelé à rejoindre les rassemblements de gilets jaunes sur Paris est exemplaire, Beaumont-sur-Oise, point limite entre la banlieue parisienne et ce qui fut la campagne francilienne incarne précisément cette périphérie de la métropole qui a pris une existence politique (en l'occurrence depuis l'assassinat d'Adama Traoré) et n'entend pas y renoncer.*

**Pour employer un terme qui n'a rien d'innocent, on peut dire que c'est un mouvement essentiellement provincial, en cela totalement inédit.** Des manifestations et des émeutes éclatent dans des petites villes où il ne se passait jamais rien -celles-là même où l'État décrète la fermeture des gares, des postes, des écoles, des maternités, à quoi bon dépenser les deniers publics pour des parpagnàs ? Des gilets jaunes surgissent de partout. Une émeute à Nantes, St Nazaire, Caen, Rouen, n'a encore rien d'improbable... Mais à Beauvais, Bar-le-Duc, Narbonne, Le Puy, Angers, surprise ! On sait que, dans leur immense majorité, les émeutiers qui ont saccagé les beaux quartiers parisiens le 1er et le 8 décembre venaient de ladite province. Leur déambulation dans Paris relevait davantage d'un déplacement de hooligans en territoire ennemi que de la traditionnelle procession syndicale. Le mépris des petits provinciaux, affiché par cette capitale où siègent les élites de la nation, trouve ici sa réponse. Il a déjà été dit que Paris, désormais presque entièrement pacifié et gentrifié, ne pouvait plus être que livré au saccage et au vandalisme. Jamais cela n'avait été revendiqué en acte de manière aussi exemplaire.

*La province est une notion typiquement française. Dans ce langage courant qui exprime l'organisation hiérarchique de la nation, on monte à Paris et on descend en province. Au sommet de la pyramide trône la capitale, dont les lumières rayonnent sur tout l'hexagone. De façon générale, dans la configuration actuelle du capitalisme, la relation de la périphérie et du centre se déploie de façon plutôt réticulaire que concentrique. Cependant, dans des Etats-nations aussi centralisés et centralistes que la France, les réseaux de circulation se superposent fatalement à une organisation concentrique du territoire qui reste déterminante. En montant à Paris terroriser les bourgeois du 8°, les gilets jaunes renversaient la pyramide.*

Le caractère périphérique du mouvement n'est pas seulement géographique et politique. Une autre centralité est remise en cause, celle de l'usine qui a pendant si longtemps a constitué l'axe autour duquel tournaient les mouvements. Ici ce n'est plus l'entreprise qui constitue le lieu d'agrégation initial. Les gens qui se retrouvent sur les blocages ne se connaissaient généralement pas auparavant, leur connivence s'est instaurée à partir d'un acte volontaire que l'on peut qualifier en cela de politique. D'où le désarroi des syndicats face à ce mouvement, lesquels se sont d'ailleurs empressés de signer un accord de non-agression avec la Macronie dès le début décembre (seuls Solidaires et certaines UD CGT ont refusé cet acte de collaboration déclarée). A cela on mesure l'épuisement de la forme syndicale, déjà perceptible au printemps 2016.

L'analyse marxienne postulait que la genèse de la valeur d'échange se trouvait dans la production, la circulation de la marchandise ne faisant que réaliser la valeur. Or dans cette dynamique qu'est le capitalisme tous les moments sont dépendants et n'ont de réalité que par rapport à la totalité qu'ils forment ainsi. D'abord parce que la circulation ajoute de la valeur aux produits et génère du profit, (au sens où se développe toute une industrie qui assure cette circulation, faite de services bancaires, d'assurances, de marketing, de transport, de stockage, de grande distribution, sans parler des activités induites...) [1] mais il devient même difficile de séparer les deux moments. C'est évidemment flagrant pour des produits comme l'énergie par ex., la production d'une centrale nucléaire est inconcevable sans les lignes à haute tension qui vont distribuer l'électricité, pareil pour une raffinerie de pétrole avec

ses réseaux de stocks et de stations-service. De même le textile fabriqué en Chine ne peut être produit qu'en fonction des porte-conteneurs géants qui vont assurer le transport des précieux t.shirts vers les ports occidentaux -et nul ne pourra prétendre que le transport maritime ne crée pas de valeur. A l'extrême, l'internet incarne la pure circulation de la valeur, rendue presque indépendante de l'exploitation du travail vivant -mais il a bien fallu que les outils électroniques et informatiques qui l'assurent aient été fabriqués dans une usine... Il devient donc problématique d'isoler un segment d'activité qui serait la production par rapport à la totalité des travaux et des échanges composant ce qu'on appelle la société. **Les camarades italiens des 70' parlaient déjà de la société-usine -ce qui est un oxymore franchement assumé, une usine n'étant pas une société mais un système.** Parler de la fabrique globale nous semble adéquat à ce moment où l'entreprise capitaliste saisit et reconfigure tout ce qui existe sur le mode de la fabrique, de l'usine. Un hub, qu'il soit maritime, aéroportuaire ou routier, une zone commerciale, et même une autoroute constituent autant de rouages de cette fabrique globale. La distinction de la sphère privée et du domaine public, qui définissait depuis la Révolution-française les rapports entre société civile et État, s'efface alors sous l'emprise des dispositifs qui sont la véritable puissance organisant la circulation des individus. Dans la fabrique globale, la société perd toute épaisseur tandis que l'État n'est plus qu'un prestataire de service.

Les grands cycles de luttes ouvrières se sont achevés avec la crise du système fordiste. Dès la seconde moitié des 70', l'essentiel des luttes en Europe occidentale consistait à s'opposer à la fermeture de l'entreprise et donc à l'atomisation des travailleurs -et toutes se soldèrent par de cruelles défaites. Sidérurgie, mines, chantiers navals, puis les autres secteurs de l'industrie, tous les bastions de la classe ouvrière y sont passés. On pourrait dater le moment historique où tout a basculé irrémédiablement : ça commence avec la défaite des ouvriers de FIAT à Turin à l'automne 1980, ça se poursuit en France avec celle des o.s immigrés de Talbot en 1983 et ça se conclut avec celle des mineurs britanniques au printemps 1985. Le cycle achevé en Europe occidentale ressurgit à présent en Inde ou en Chine...

**Le fait que la centralité de l'usine dans les luttes soit désormais passée amène à formuler l'hypothèse que les prochaines insurrections s'empareraient des entreprises depuis le dehors, et non l'inverse** (formulé en termes marxistes, elles partiraient de la circulation pour se saisir de la production). **En somme, à l'image du mouvement GJ qui part de la périphérie pour investir le centre. Non plus dans la perspective de l'autogestion, où les travailleurs s'emparent de l'usine, mais dans celle inverse : des puissances venues de l'extérieur, constituées en rupture avec la logique de la fabrique globale, s'empareraient de l'usine pour la désarticuler en fonction des nécessités qui leur seraient propres.** Nous n'en sommes évidemment pas là, mais la multiplication des révoltes dans la périphérie, depuis celle des banlieues en 2005 jusqu'à l'actuel mouvement des GJ, indique qu'un nouveau cycle est en train de démarrer, bien différent du précédent, et qui n'a pas fini de nous surprendre.

Chez les GJ, tout renvoie à la circulation, aussi bien la revendication initiale que les non-lieux où elle s'exprimait. C'est peut-être bien la première fois qu'un mouvement d'une telle ampleur surgit à partir de là, avec le refus de la taxe sur le carburant. Et il n'a pas manqué d'écolos-piste-à-vélos pour s'en gausser. Sauf que dans un monde fondé sur la mobilité contrainte, le prix du carburant n'a rien d'innocent, à moins de résider et travailler en centre ville (et on sait qui occupe désormais les centres villes en France...). Le travailleur suburbain est littéralement piégé par ce dispositif, qui l'oblige à travailler pour se payer une automobile indispensable... pour pouvoir aller travailler ! L'action se concentre donc sur les ronds-points, aux péages, aux entrées de parkings, éléments de ce dispositif. La plèbe se révoltait contre l'augmentation du prix du pain voici deux siècles, elle se révolte à présent contre l'augmentation du prix de l'essence. [2]

Que la question du carburant soit éminemment stratégique, nos gouvernants l'avaient compris depuis longtemps. Au plus fort de la grève générale de mai 1968, ils organisèrent la pénurie d'essence (alors que d'importants stocks étaient encore disponibles), pour faire réapprovisionner soudainement les stations service juste à la veille du pont de la Pentecôte... et des millions de Français, soulagés, qui suivaient « les événements » en spectateurs, se ruèrent sur les routes. Une telle machination a sans doute plus fait contre le mouvement qu'un demi-million de manifestants

pro-De Gaulle sur les Champs-Élysées. [3]

Les travailleurs atomisés d'aujourd'hui, contrairement aux ouvriers-masse de l'époque fordiste n'ont plus de marge de manoeuvre sur le salaire, qui stagne tandis que tout augmente, et se retrouvent donc à lutter contre la pression fiscale sur leur revenu. A gauche certains laissent entendre que ce faisant ils reprennent ce thème classique de l'idéologie libérale qu'est la baisse des impôts, et c'est vrai de la part de certains gilets jaunes, petits patrons et commerçants. Mais la majorité se rend bien compte qu'en l'occurrence si baisse des impôts il y a eu, elle s'est appliquée exclusivement aux très hauts revenus, à travers notamment la suppression de l'ISF. En outre, si la question du salaire se pose à partir de l'entreprise, la question fiscale se pose, elle, à partir de l'État : elle prend donc directement une résonance politique (sachant en plus combien les taxes sur le carburant alimentent le budget de l'État...) [4]. De ce point de vue, le fait de rendre les autoroutes gratuites et de saccager les radars montre que ce rackets est perçu de plus en plus comme une rente de situation digne de l'Ancien Régime. Sauf que cette fois ce ne sont pas des fermiers généraux qui se gavent sur le dos des gens, mais l'État et des entreprises comme Vinci qui gèrent les autoroutes... Par ailleurs, il ne peut échapper à personne que, au cours des dernières semaines, beaucoup de gilets jaunes sont allés vers des revendications plus sociales que fiscales (augmentation du salaire minimum notamment) même si le retour de l'ISF figure toujours en tête de liste.

**Sous l'Ancien Régime des révoltes antifiscales éclataient sans cesse, surtout en ce XVII<sup>e</sup> siècle qui vit se consolider la monarchie absolue [5]. Avec la Révolution-Française, renversement complet : payer l'impôt devient un acte civique, tout comme s'engager sous les drapeaux (alors qu'avant les gens s'enfuyaient à l'approche du sergent recruteur). C'est le tour de force historique de la bourgeoisie, et rien ne dit qu'il ait épuisé tous ses effets. Depuis, refuser l'impôt est assimilé à un geste d'Ancien Régime.** Pour la gauche, dont le seul horizon est celui des institutions républicaines, cette question ne saurait plus se poser. Dans le binôme politique droite-gauche, il était d'usage que cette dimension antifiscale soit l'apanage de la droite libérale, tandis que la gauche keynésienne prônait la redistribution à travers les dispositifs étatiques financés par les prélèvements fiscaux. Maintenant que gauche et droite sont alignés sur les mêmes positions, la vieille tradition de révolte antifiscale peut réapparaître... Ce qui est paradoxal, c'est qu'elle se fasse en référence à la Révolution-Française -drapeaux BBB, Marseillaise, manifestants en bonnets phrygiens...

En un mois de demi les gilets jaunes auront réussi ce que les syndicats ont été incapables de faire durant les deux décennies passées. Non organisés dans le cadre syndical, les gilets jaunes n'étaient pas coincés par ses modes d'action institutionnalisés ni abusés par des bureaucrates subventionnés. Ce qui a permis aussi de belles émeutes dans ce Paris où ont afflué à plusieurs reprises les prolétaires provinciaux... (et même si une partie des gilets jaunes n'assume pas ce vandalisme, leur simple présence l'a rendu possible... et là, pas de s.o syndical pour casser l'enthousiasme). La déambulation tend ainsi à remplacer la manifestation classique. Alors que le cortège de tête restait encore tributaire de la manifestation syndicale et avait trouvé ses limites ce 1er mai 2018 (un cortège de tête aussi important que le cortège syndical, avec en son sein un black bloc énorme, et tout ça pour un résultat insignifiant). Affranchie de toute notion de cortège, la foule dérive ! Les défilés syndicaux parcourent les avenues au centre ville, lieu de représentation par excellence, de façon disciplinée et disciplinaire. Alors que les déboulés des gilets jaunes à Paris en novembre et décembre 2018 se caractérisaient d'emblée par l'éparpillement et la liberté de mouvement.

Il semble cependant que cela se gâte ; **depuis la mi-décembre à Paris les parcours sont déposés en préfecture et la marche du 12 janvier a vu l'apparition d'un service d'ordre sur le modèle syndical -qui l'a désigné ? Il n'est pas fortuit que ce s.o apparaisse précisément au moment où des représentants commencent à prendre la main...**Dans les villes de province, les gilets jaunes ont cependant conservé le côté déambulation joyeusement incontrôlable, or, comme il a été dit plus haut, c'est en province que se joue l'essentiel du mouvement. A Marseille le 12 janvier, la déambulation des gilets jaunes a rendu complètement fous les responsables de la répression, en suivant un trajet en zig-zag totalement inattendu, empruntant même un tunnel autoroutier et laissant les robocops essoufflés.

Les blocages ont souvent pris la forme d'un campement qui évoque les ZAD. Ce qui introduit une question : n'y aurait-il pas là les prémisses d'un « urbanisme insurrectionnel » à venir ? que pourrait-on faire de tous ces sites dont l'unique intérêt est tactique, à savoir celui de se trouver sur les axes de circulation automobile ? Jamais, depuis la révolte des banlieues de 2005, la critique de l'urbanisme n'avait été si présente dans les faits. Conjurer l'événement, tel était le sens de cette inexorable extension de la fabrique globale. Le flux tendu des marchandises qui organise l'espace ne doit surtout pas permettre qu'y survienne un événement -une panne, un séisme, un blocage, une émeute... Pour le coup le voici qui se révèle extrêmement vulnérable, tout comme une chaîne de montage fordiste était à la merci d'un simple sabotage. Il n'est pas hasardeux qu'en plusieurs endroits les gilets jaunes aient d'ailleurs bloqué l'accès d'entrepôts Amazon, entreprise emblématique s'il en fut [6]...

Les campements se constituent comme la forme élémentaire de la communication, de Occupy Oakland à la place Taksim, des planton sur le zocalo de Oaxaca aux camps de Lakota Range, de la ZAD aux presidi de Val Susa. La construction de l'espace vient en premier comme affirmation politique. Alors que la manifestation reste indifférente à l'espace qu'elle traverse, l'occupation entraîne la production d'un commun qui reconfigure le lieu. En cela les blocages des gilets jaunes sont aux antipodes de Nuit Debout : alors que ces rassemblements n'investissaient que des places centrales, obéissant à l'injonction hiérarchique qui ordonne l'espace urbain et suburbain, et donnaient la primauté au discours, les blocages GJ sont presque toujours en zone périphérique ou sur des grands axes de circulation et donnent la primauté à l'action même du blocage et aux relations qu'il instaure entre les participants. C'est la grande innovation de ce mouvement. En outre, si les organisateurs de Nuit Debout négociaient avec la préfecture la possibilité de demeurer sur place, la majorité des blocages s'imposent de fait sans rien demander.

**Une seule revendication fait l'unanimité chez tous les gilets jaunes, « Macron démission ». Ce pays qui a pourtant guillotiné son roi est encore, deux siècles après, le plus monarchique d'Europe -d'où cette fureur typiquement sans-culotte qui anime les gilets jaunes [7].** Mais le monarque n'est plus investi de ce caractère sacré qu'il avait sous l'Ancien Régime : les Français en élisent un, puis le détestent au bout de quelques mois. C'est que le monarque d'aujourd'hui est un produit, obsolescent comme tout ce qui est produit de nos jours. Après Sarkozy le caractériel cocaïné puis Hollande le maniaco-dépressif, voici le bellâtre suffisant, lancé pour en finir spectaculairement avec le régime bipartiste dominant jusque-là la V<sup>e</sup> République. Le fait qu'il n'ait jamais été élu auparavant le désignait comme la personne indiquée pour ce faire : alors que la classe politique, composée de maires, de présidents de conseil généraux et régionaux, de députés et de sénateurs, se trouve encore engluée dans des rapports de dépendance, la Macronie affranchit le gouvernement d'un tel poids. Désormais, l'État affirme froidement qu'il n'est qu'un prestataire de service du capital. Plus d'arrangements négociés, mais la pure injonction : en cela la gouvernance macronienne consacre le remplacement de la société civile par la fabrique globale. L'arrogance présidentielle qui va jusqu'à l'insulte (ces salauds de pauvres !), reproduit les procédés utilisés dans les entreprises modernes, eux-mêmes inspirés des techniques d'entraînement et de dressage en vigueur dans les unités spéciales de l'armée.

Dans le mouvement des GJ, le peuple est donc venu prendre la place qui était occupée par la société civile chère aux citoyennistes. Un signifiant qui vient par défaut -on aurait parlé, avant la Révolution-Française, de la vile multitude, ou de la plèbe. Ce n'est que par un jeu de miroir avec l'État que se constitue le peuple, comme entité homogène face au monarque (les fameux 99%...) et le caractère monarchique de la présidence Macron exacerbe cette double-réflexion. Or le peuple renvoie à la Nation, et donc à l'État républicain, produits de la Révolution-Française. Postuler une vérité inhérente à ce sujet, et que le référendum permettrait de délivrer, est le point de départ de la démagogie, celle du FN comme de la FI. « Le populisme de gauche devrait diriger ces affects vers des objectifs démocratiques », dit la Chantal Mouffe, qui ajoute « Le peuple est toujours un sujet collectif, construit de manière discursive ». Qu'une telle construction s'opère forcément par exclusion -l'immigré, l'assisté, etc.- ne semble pas effleurer les tenants de ce sous-gramscisme, et les politiciens qui s'en réclament en viennent à partager les mêmes thèmes que leurs opposés symétriques : le démagogue Ruffin fait donc l'éloge du confusionniste Chouard, tandis que Mélenchon de son côté se déclare fasciné par la figure de Drouet... Le populisme consiste à flatter des affects produits par ce monde et à les entretenir comme quelque chose de positif, alors qu'une attitude révolutionnaire misera sur un devenir qui accouche de nouvelles formes de sensibilité politique dans le cours de la

lutte. Nous ne perdons jamais de vue que le négatif est l'élément moteur de tout mouvement. De fait, dans tous ces campements rebelles qui se multiplient dans le monde, la figure transcendante du peuple laisse place à l'immanence du commun. [8]

Les classes sociales, clairement identifiables jusqu'à la fin du fordisme, se sont donc liquéfiées -ce que traduit le terme-valise de classe moyenne, qui est signifiant précisément en cela qu'il n'identifie rien. La classe moyenne, dans les pays riches comme la France, ce serait finalement à peu près tout le monde en dehors des bourgeois tout en haut, et des travailleurs immigrés et des chômeurs-à-vie tout en bas ! On pourrait dire d'un docker marseillais, par exemple, qu'il relève de l'ancienne classe ouvrière par son travail, et de la nouvelle classe moyenne par son mode de vie et ses aspirations (faire construire, prendre des crédits, veiller à ce que ses enfants fassent des études et partir en vacances dans une destination de rêve). Les gilets jaunes s'identifient surtout en tant que travailleurs (fussent-ils retraités, et ils sont nombreux dans ce mouvement), mais ce qui est paradoxal est qu'ils le fassent en dehors de la sphère du travail proprement dite. Leur plainte récurrente, c'est « on bosse et on ne s'en sort pas » (variante pour les retraités, « on a bossé toute notre vie et on a à peine de quoi se nourrir »). On a fait croire à tous ces gens qu'une vie de dur labeur trouverait tôt ou tard sa récompense dans un certain bien-être ; mais ils sont forcés de réaliser que cette perspective n'est jamais qu'une échelle sans fin qu'ils ne cesseront d'escalader toute leur vie durant [9].

Un des textes les plus intéressants publiés sur ce mouvement évoque une « tragédie de la classe moyenne » qui tient au rapport à l'argent [10]. « Le souci de l'argent est permanent, et ce d'autant plus qu'on y a enfin accès. On est de la classe moyenne quand on gagne suffisamment d'argent pour, consciemment ou non, directement ou non, ne penser qu'à ça.(...) Il n'y a peut-être pas de position sociale où on l'on sache mieux ce que c'est que l'argent. » On pourrait ajouter : **si pour les plus démunis l'argent ne revêt qu'un caractère de nécessité alors que pour les riches l'argent est l'expression même de la liberté, pour la majorité des travailleurs le rapport à l'argent est sans cesse tiraillé entre ces deux extrêmes -en cela il existerait une classe effectivement moyenne !** C'est le principe même du spectacle que de faire sans cesse miroiter cette liberté -celle par exemple de pouvoir se déplacer dans sa propre automobile... Que cette liberté spectaculaire ait pour condition un esclavage de tous les jours, voilà l'expérience que chacun fait de façon intime sans jamais pouvoir l'exprimer. Ce qui rend les gens malades, littéralement. Et on ne doit jamais négliger le fait que le côté thérapeutique de la révolte est ce qui en fait aussi la puissance politique.

Aussi longtemps que l'État occupe l'horizon d'attente des séditions populaires, celles-ci font fatalement le lit des démagogues souverainistes de tout poil. Il n'est donc pas innocent que Macron ait sorti son joker avec la proposition des RIC, Référendums d'Initiative Citoyenne. Alors que les gilets jaunes étaient en train d'évoluer vers des revendications sociales (augmentation du SMIC et revalorisation des retraites, notamment), le RIC tente de court-circuiter cette évolution en s'interposant comme solution-miracle -qui offrirait une porte de sortie à un régime si impopulaire. En même temps, le RIC offre aussi une porte de sortie au mouvement : que celle-ci débouche sur le vide ne l'empêche pas de fonctionner comme une méta-revendication qui mettrait tout le monde d'accord au sein d'une dynamique si hétérogène. Et des gens qui n'ont tiré leur force que d'être rassemblés s'enthousiasment sur cette proposition, alors que cette pseudo-consultation renverra chacun à son isolement initial d'électeur, coincé dans un choix binaire sur des questions-piège que le souverain jugera bon de poser à la populace. Le référendum est la forme suprême du spectacle politique [11].

La Macronie qui, pour ne rien avoir à lâcher de concret, est disposée à ouvrir sur le terrain de la représentation, tend ainsi la perche à tous ceux qu'influencent peu ou prou les élucubrations de Chouard. Comme le dit Rafik Chekat, « **Le problème du référendum d'initiative citoyenne (RIC), c'est qu'il perpétue la tyrannie du fait majoritaire. Pourquoi la majorité aurait-elle toujours raison ? Sans faire le fragile, appartenir à un groupe minoré te rend méfiant vis-à-vis des majorités car tu sais pertinemment qu'en certains cas elles peuvent prendre des allures de groupes de lyncheurs. Vous imaginez un #RIC juste après #charlie ? Que cette revendication du RIC soit portée par des Blancs n'est pas chose fortuite. Mais au-delà de la question raciale, ça veut dire quoi**

**constituer une majorité à l'heure de #BFMTV, #TF1, #Hanouna, de la société de consommation, etc.? Le problème du RIC c'est au fond celui du vote, de ce mécanisme qui organise à intervalles réguliers notre impuissance. On peut bien essayer de raccourcir ces intervalles, de voter plus souvent, ça ne changera rien à l'affaire. S'il faut parler en termes de subjectivation, le dispositif du vote crée un type particulier d'individu à travers un rapport mutilé à l'existence, et plus particulièrement à la politique, aux affaires publiques. » D'autant qu'on imagine mal le gouvernement faire un référendum sur le rétablissement ou pas de l'ISF (2/3 des Français qui y seraient favorables selon un sondage).**

Le régime peine à trouver des interlocuteurs, qu'il doit aller pêcher sur Facebook. La plupart des leaders auto-proclamés, et presque aussitôt désavoués par les gilets jaunes, sont soigneusement mis en scène sur les plateaux télé et les médias cooptent systématiquement des personnages aux affinités douteuses -ce qui d'ailleurs permet aux bien-pensants de gauche de rebondir dans leur condamnation du mouvement. Jamais à ce point les médias ne sont apparus aussi visiblement pour ce qu'ils sont : l'un des deux piliers du régime, avec la police. Il s'agit pour eux de banaliser l'idée qu'en dehors de ce régime, il n'y a que l'extrême-droite -dont on sait par ailleurs combien elle est en faveur dans les rangs de la police. C'était déjà sur ce mensonge que Macron avait réussi à remporter les élections présidentielles, et le président-élu-pour-faire-barrage-au-FN vient de lancer un nouveau gadget, un « Grand débat » où la première question abordée serait... celle de l'immigration !

L'importance prise par les réseaux dits sociaux dans cette affaire est loin d'être anecdotique. Dans la périphérie, le réseau socialise. Mais pourtant tous ces gens qui se sont retrouvés en gilet jaune à partir d'un appel lancé sur Facebook ont fait une expérience qui n'a rien de virtuelle. La question, maintenant, est de savoir si les gilets jaunes ont rejeté la classe politique pour inaugurer une sorte de démocratie internautique où un like remplacerait le bulletin de vote, ou bien si, comme ceux de Commercy les y invitent explicitement, ils vont s'organiser en assemblées d'un nouveau type. Car le réseau ne socialise que dans un circuit fermé générant l'entre-soi et où le charisme de certains « lanceurs d'alerte » a toute latitude de s'exercer pour capturer les intensités. Une forme de manipulation médiatique plus fragmentée que les grands médias pourraient alors épauler en tant que technique de gouvernance. Un ami tunisien qui a participé à l'insurrection de 2011 évoquait la capacité de mobilisation rapide dont les insurgés avaient pu disposer avec les réseaux sociaux dans les premiers jours, mais aussi le fait que la police en avait très vite compris l'intérêt et n'avait pas manqué d'y intervenir pour répandre de fausses nouvelles et faire de la désinformation... La quantité de faux débats qui circulent sur ces réseaux en France est sans aucun doute du même ordre.

L'articulation du rond-point et des assemblées générales se pose à présent, après deux mois d'agitation. D'une part, les liens de proximité et de complicité noués sur zone qui permettent de passer à l'action sans avoir à en délibérer -et l'on sait combien les délibérations en assemblée peuvent être démobilisantes dès qu'il s'agit d'action directe !- mais qui ne peuvent s'exercer qu'à l'échelle locale ; de l'autre, des assemblées reliées directement entre elles qui pourraient agir comme lieu de réflexion stratégique et coordination tactique.

A l'opposé de cette perspective, les gilets jaunes pourraient accoucher d'un mouvement démagogique comme les 5 Stelle en Italie. Une fraction serait sans doute tentée de suivre cette voie, quitte à se couper du reste du mouvement. Il faut toutefois rappeler que 5 Stelle a été entièrement produit -même s'il a surfé sur le bref mouvement des Forconi. En l'état actuel des choses, il manquerait aux GJ le bouffon médiatique indispensable pour attirer l'attention des foules, en l'occurrence la figure de Beppe Grillo, amuseur public mis en selle par certains hommes d'affaires -l'intermède berlusconien était usé, il fallait lancer d'urgence un nouveau produit. L'Italie est passée de plusieurs décennies de gouvernement par le secret (P2, Andreotti, la stratégie de la tension et les alliances avec la mafia) au gouvernement cathodique (Mani Pulite, Berlusconi et Beppe Grillo). Le problème de ce mode de gouvernement, c'est qu'il faut renouveler les personnages qui l'incarnent aussi fréquemment que le show-biz doit renouveler les vedettes qu'il produit.

A une époque où le capitalisme postfordiste doit sa survie à l'essor du capital fictif et fonctionne désormais à

découvert, la dénonciation des excès de la finance -qui laisse de côté l'essentiel, à savoir la critique de la valeur, de l'argent et de la marchandise- encourage toutes les solutions-miracles et toutes les démagogies. On se rappelle le gag éculé de la taxe Tobin, par exemple, ou bien le candidat Hollande : « Mon ennemi, c'est la finance » (elle était bien bonne !) Quand la quasi-totalité des travailleurs bosse pour payer ses crédits (notamment sur l'automobile...), il est normal que les banques soient désignées comme une cible privilégiée, dans les paroles comme dans les actes de vandalisme (spéciale dédicace aux GJ toulousains qui ont saccagé plusieurs banques samedi dernier). Mais il y a lieu de se méfier quand par ailleurs revient avec un peu trop d'insistance la référence à la banque Rosthchild, plutôt qu'à la BNP-Paribas ou à la Société Générale (dont le sauvetage par l'État après 2008 aurait finalement coûté 30 milliard d'euros aux contribuables...). Le fait que Macron ait commencé sa carrière précisément dans cette banque excite évidemment cet anticapitalisme des imbéciles qui pointe « la finance juive » sur les réseaux sociaux.

Il se pourrait que ce régime soit réellement en bout de course. A l'abri de sa soldatesque, il peut toujours multiplier les insolences -comme celle d'annoncer fin décembre un dispositif anti-chômeurs scandaleux. La fuite en avant dans l'escalade répressive s'est encore aggravée par rapport au printemps 2016. L'attaque de la ZAD de NDDL en avril-mai avait servi de grandes manoeuvres. Blessures graves et mutilations par dizaines, humiliations collectives et individuelles, tabassages, l'intimidation policière va de pair avec une surenchère (les réactions outrées de toute la caste médiatique au beau geste de Christophe Dettinger et à la solidarité qui s'en est suivie en disent long sur l'écoeuvant cynisme de ces larbins du pouvoir, quant on voit tous ces manifestants méthodiquement mutilés par la police dont ils ne parlent jamais). Des ordres ont été donnés en haut lieu de faire très mal, de l'aveu même de certains commissaires. Les gens apprennent, et on voit de plus en plus de manifestants équipés (masque à gaz, lunettes de ski, foulards, gants etc.) au moins pour se protéger. Mais il est clair que nulle part le mouvement n'est encore en mesure de s'organiser pour mettre la police en déroute, et c'est là que l'on perçoit le caractère démobilisateur des discours pacifistes. Ce qui renvoie à l'efficacité des blocages, qui est toute relative : la police n'a jusqu'ici aucun mal à dégager les accès, et en particulier sur des sites stratégiques comme les raffineries de pétrole -de ce point de vue, rien de nouveau par rapport au printemps 2016. Par ailleurs, on voit surgir depuis quelque temps dans les marches du samedi des s.o auto-désignés, où l'on trouve aussi bien d'anciens militaires que des transfuges du s.o CGT. Même si leur capacité de contrôler la foule est problématique, il ne faudrait pas que cela s'institue...

**Ce mouvement, n'obéissant à aucune direction verticale et centralisée, laisse les initiatives locales se multiplier. Mais celles-ci peuvent diverger du tout au tout d'un endroit à l'autre. Après deux mois d'agitation, le moment approche d'une décision. Un parti, au sens historique du terme, se prouve comme le parti vainqueur du fait qu'il se scinde à son tour en deux partis : il prouve ainsi qu'il contient en lui-même le principe qu'il combattait auparavant à l'extérieur, et supprime par là l'unilatéralité avec laquelle il était entré en scène. Les éléments opposés qui coexistent à l'intérieur du mouvement ont été jusque-là maintenus ensemble par une commune hostilité au régime en place. Aux partisans d'une issue institutionnelle -qui serait, selon toute évidence, de nature autoritaire et xénophobe- s'opposeraient alors les partisans d'un élargissement du mouvement à tous les aspects de la fabrique globale dans une perspective révolutionnaire. De fait, des actions se multiplient autour d'entreprises en lutte où des gilets jaunes se joignent aux chasubles rouges sur des piquets de grève. Il n'est pas interdit de penser que le mouvement puisse exercer une stimulation assez forte pour que des travailleurs se décident à bloquer leur entreprise de l'intérieur, à partir de revendications concrètes. Les directions syndicales nationales se verraient alors renvoyées aux poubelles de l'histoire, et une nouvelle séquence historique pourrait enfin s'ouvrir. Qui impliquerait que chacun prenne parti.**

Aux toutes dernières nouvelles, dans les Landes les GJ bloquent une usine Monsanto, pièce maîtresse de la fabrique globale...

Alèssi Dell'Umbria, 21 janvier 2019.

Post-scriptum :

[1] La circulation de la marchandise ne se résume pas au transport et à la distribution des produits : des marchandises commencent à circuler dans les bourses de matières premières par exemple, alors qu'elles n'ont pas encore bougé. Inversement, des matières premières vendues à une entreprise industrielle pour y être transformées se trouvent ainsi valorisées, du fait d'avoir été achetées, et elles vont entrer dans la détermination de la valeur du produit fini : ici la circulation est préalable à la production.

[2] Les petits patrons de PME refusant une taxation du gasoil qui augmenterait leurs frais généraux n'ont pas manqué de se désolidariser des gueux qui entendaient poursuivre. Un gilet jaune d'Alès dénonce ainsi, le 20 décembre dernier, la trahison de certains : « Honte aux 'apolitiques' prétendant diriger les Gilets Jaunes des Cévennes en agitant le spectre 'anarchiste' que les services de renseignement leur ont soufflé aux oreilles.(...) Aujourd'hui, je n'ai plus envie de mesurer mes propos. Pourtant, c'est dans le plus grand calme que j'accuse ces prétendus 'coordinateurs' d'être des vendus et des traîtres de la pire espèce. Car la vérité toute nue, c'est celle d'une fraction d'entrepreneurs qui a tout promis aux petits vieux, aux chômeurs, aux smicards et aux précaires pour grossir leurs rangs. Une fois les annulations de taxes obtenus, ces gens ont prétendu structurer le mouvement pour en prendre la direction, avec, pour finalité, faire cesser le mouvement histoire de se gaver de thune à l'occasion des fêtes de fin d'année.(...) Quand à vous, voisins et collègues mobilisés depuis des semaines ; vous qui n'avez rien lâché ni au vent ni au froid ni à la pluie ; vous qui avez redécouvert solidarité et dignité sur les barrages ; vous, la base anonyme sans d'autres ambitions que de vivre convenablement, je vous salut et vous transmet les bonjours chaleureux des Gilets Jaunes croisés en Alsace, en Franche-Comté, sur l'A7 et à Bollène ! »

[3] C'est Michel Jobert, alors chef de cabinet du Premier ministre Georges Pompidou, qui organisa l'opération -il s'en vanta publiquement vingt ans plus tard.

[4] Au Mexique, par exemple, l'augmentation du prix de l'essence en janvier 2016 provoqua une vague de manifestations massives, tournant souvent à l'émeute et au pillage, qui ne devait certes rien à l'idéologie néolibérale !

[5] L'impôt et la conscription militaire constituaient les motifs majeurs de sédition. Le livre de Boris Porchnev, est à cet égard édifiant, Les soulèvements populaires en France de 1623 à 1648, Paris 1963, réed. Flammarion 1972.

[6] Pour autant, il faut relativiser l'impact des blocages... si le commerce des centres villes a pu être affecté par les émeutes, qui ont affecté leur chiffre d'affaires, l'efficacité des blocages est loin d'être évidente. L'approvisionnement a continué de se faire, les stations-services n'ont jamais manqué de carburant, les étalages des supermarchés ont continué de se remplir et la gabegie natale a pu se donner libre cours comme les autres années.

[7] La Constitution de la V<sup>e</sup> République octroie au président des pouvoirs que celui-ci n'avait jamais eu sous les régimes précédents, qui étaient parlementaires, et notamment celui de légiférer par ordonnances en se passant de l'Assemblée nationale. On sait que De Gaulle, qui était de sensibilité monarchiste, songea en 1958 à instaurer une monarchie constitutionnelle. Ce qu'il fit, d'une certaine manière : un monarque, mais qui serait désormais élu.

[8] A la grande époque des révoltes antimonarchiques en pays occitan, les révoltés s'identifiaient comme lo comun, bien plus que comme lo pòble. Le commun, telle est précisément le concept politique qui correspond à un devenir révolutionnaire des luttes.

[9] La notion d'« économie morale » que certains ont évoqué à propos des GJ ne nous paraît guère pertinente en ce cas -ne fût-ce que parce que E.P Thompson la formulait à propos d'une working class anglaise qui a disparu entretemps, sans parler de la « décence commune » chère à George Orwell. Certes il existe encore une morale du travail diffuse dans les milieux populaires où, à défaut de s'enrichir en travaillant le plus grand nombre espère au moins atteindre une certaine sécurité, une relative aisance et, à tout le moins, un vague sentiment de dignité personnelle. A cet égard le « Travailler plus pour gagner plus » de Sarkozy pouvait trouver un écho parmi ces gens. Ils s'entendent dire à présent qu'en fait rien de tout cela n'est garanti -pas même une retraite bien méritée après une vie laborieuse. La Macronie, c'est la pensée des managers appliquée à toute la société sans médiation politique. Le capitalisme dans sa brutalité essentielle.

[10] « Gilets jaunes : la classe moyenne peut-elle être révolutionnaire ? » LundiMatin, 7 décembre 2018.

[11] On a bien vu dans le cas de Notre-Dame-des-Landes à quoi servait ce petit truc institutionnel du référendum - et Macron était ministre dans le gouvernement qui avait tenté ce coup d'esbrouffe... On voit bien à présent à quoi sert le confusionnisme de démagogues comme Etienne

*Chouard.*

*{{}}*